



EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SEANCE DU 14 JUIN 2018

Nombre de Conseillers :

En exercice : 77

Présents : 63

Votants : 72 (dont 9 procurations)

N° 21

OBJET :

BASE NAUTIQUE DE  
SAINT-CLÉMENT

LANCEMENT  
D'UNE NOUVELLE  
PROCÉDURE  
DE DÉLÉGATION  
DE SERVICE  
PUBLIC

Rendue exécutoire :

Transmise en Sous-Préfecture

le : - 2 JUIL. 2018

Publiée ou notifiée

le : - 2 JUIL. 2018

Le Conseil Communautaire de Vichy Communauté – Communauté d'Agglomération, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel d'Agglomération Vichy Communauté, en session, sous la présidence de Monsieur Frédéric AGUILERA, Président.

Présents :

M. Frédéric AGUILERA, Président.

Mmes et MM. E. CUISSET - J.S. LALOY - F. SZYPULA (jusqu'à la délibération n°37) – M. AURAMBOUT (de la délibération n°1 à la délibération n°37 et à partir de la délibération n°39) - J. GAILLARD - J. KUCHNA - J.M. GERMANANGUE - A.G. CROUZIER - A. DUMONT - F. GONZALES – P. MONTAGNER - I. DELUNEL (à partir de la délibération n°3) – J. TERRACOL, Vice-Présidents.

Mmes et MM. F. MINARD – N. RAY (à partir de la délibération n°4 B/) – J. ROIG – J.P. BLANC - C. CATARD – C. SEGUIN (jusqu'à la délibération n°40) – F. SEMONSUT – P. COLAS – R. LOVATY – C. BERTIN – A. CORNE – B. BAYLAUCQ – A. DAUPHIN - JY. CHEGUT (de la délibération n°1 à la délibération n°22 et à partir de la délibération n°23 B/) – MC. VALLAT – JM. LAZZERINI – M. MORGAND – JM. BOUREL – N. COULANGE (à partir de la délibération n°4 B/) – M. MONTIBERT (à partir de la délibération n°9 A/) – JD. BARRAUD – G. DURANTET - B. AGUIAR – G. MARSONI – C. DUMONT – M. CHARASSE – E. GOULFERT - M. GUYOT (de la délibération n°1 à la délibération n°33 C/ et à partir de la délibération n°35) – A. CHAPUIS - M. MERLE - C. BOUARD – G. MAQUIN – C. GRELET (à partir de la délibération n°12) – C. MALHURET – E. VOITELLIER - MC. STEYER - B. KAJDAN (de la délibération n°1 à la délibération n°38 et à partir de la délibération n°40) - M. JIMENEZ – JJ. MARMOL - S. FONTAINE – W. PASZKUDZKI (à partir de la délibération n°8) - MO. COURSOL - JL. GUITARD - F. SKVOR - C. POMMERAY - M.J. CONTE (de la délibération n°1 à la délibération n°30 et à partir de la délibération n°32) – JP. SALAT, Conseillers Communautaires.

formant la majorité des membres en exercice.

Absents ayant donné procuration : Mme C. BENOIT à G. MAQUIN, Vice-Présidente.

Mmes et MM. YJ. BIGNON à JL. GUITARD – C. SEGUIN à J. KUCHNA (à partir de la délibération n°41) – C. GRELET à JJ. MARMOL (jusqu'à la délibération n°11) – C. LEPRAT à M. JIMENEZ – H. DUBOSCQ à JS. LALOY – P. SEMET à F. SKVOR – J. COGNET à MC. VALLAT – JM. GUERRE à B. AGUIAR – F. DUBESSAY à J. ROIG – P. BONNET à M. GUYOT, Conseillers Communautaires.

Absents représentés par leur suppléant :

Mmes et MM. J. BLETTERY à D. DEMANUELE – C. FAYOLLE à JG. GENESTE, Conseillers Communautaires.

Absents excusés :

M. R. MAZAL, Vice-Président.

Mmes et MM. J. JOANNET – F. HUGUET - A. GIRAUD – F. BOFFETY, Conseillers Communautaires.

Secrétaire : M. J.S. LALOY, Conseiller Communautaire.

Monsieur le Président,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession,

**Vu** le décret n°2016-86 du 01/02/2016 relatif aux contrats de concession,

**Vu** la convention de délégation de service public (DSP) du 29 juillet 2008 entre le SMAT de la Montagne Bourbonnaise (auquel s'est substituée Vichy Communauté depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018) et la SARL Aventure Extrême pour la gestion de la base nautique Saint-Clément/Le Mayet intégrant l'accro-branche,

**Vu** l'expiration le 31 décembre 2018 de ladite convention,

**Vu** la nécessité de déterminer le mode de gestion du site à l'issue de la convention actuelle,

**Vu** la présence d'un opérateur privé qui souhaite s'investir dans la poursuite du développement de ce site et notamment de l'accro-branche,

**Vu** l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) en date du ..... quant au futur mode de gestion de la base nautique et quant à la suppression du service public de l'accro-branche,

**Considérant** qu'à la suite de la reprise en gestion du site par Vichy Communauté qui souhaite faciliter l'implication d'opérateurs spécialisés ainsi que leur développement et, d'autre part, qu'il existe un opérateur privé qui veut s'investir dans la poursuite du développement du site, notamment de l'accro-branche,

**Considérant** que les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent mettre fin à tout moment à un service public facultatif et que les usagers n'ont pas de droit acquis à son maintien, les collectivités territoriales disposant en la matière d'un pouvoir discrétionnaire,

**Considérant** qu'au vu des éléments suscités, il n'y a plus de carence de l'initiative privée pour la gestion de l'accro-branche et que la solution de retirer de la délégation le service public de l'accro-branche semble opportune en vue de signer une convention d'occupation du domaine public pour le terrain d'emprise de l'accro-branche et les équipements associés,

**Considérant** que la décision de retirer de la délégation le service public de l'accro-branche appartient à l'assemblée délibérante de la collectivité,

**Considérant** le rapport ci-annexé sur le choix du mode de gestion de la base nautique et les caractéristiques du contrat envisagé,



**Considérant** que la décision d'engager, le cas échéant, une nouvelle procédure de délégation de service public appartient à l'assemblée délibérante de la collectivité,

**Propose** au Conseil Communautaire :

- de retirer de la délégation qui s'achève le 31/12/2018 le service public de l'accro-branche,
- de continuer l'exploitation de la base nautique sur le même mode de gestion, à savoir une délégation de service public (DSP) avec les principales caractéristiques suivantes :
  - gestion des équipements suivants :
    - buvette/snack,
    - activités nautiques,
    - gestion quotidienne et nettoyage des sanitaires/toilettes automatiques,
    - entretien du site,
    - gestion des bennes contenant les déchets des usagers du site,
  - durée : trois ans,
  - redevance :
    - une part fixe : redevance de 150 € HT/mois,
    - une part variable indexée sur le chiffre d'affaires et ce, à hauteur de 1% du chiffre d'affaires HT sur l'ensemble des recettes,
  - dépôt de garantie : 300 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire :

- décide de lancer une nouvelle DSP sur la base des propositions susvisées,
- décide le retrait de l'activité accro-branche du contrat de DSP à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019,
- approuve les caractéristiques de la future DSP,
- autorise M. le Président à lancer la procédure de DSP,
- charge M. le Président et M. le directeur général des services de l'exécution et de la publication de ces décisions.

.....  
Fait et délibéré, à l'unanimité, en l'Hôtel d'Agglomération Vichy Communauté, le 14 juin 2018.

Les Conseillers Communautaires présents ont signé au registre.

Le Président,

Frédéric AGUILERA





**VICHYCOMMUNAUTÉ**

## **PROJET**

# **RAPPORT SUR LE CHOIX DU MODE DE GESTION DE LA BASE NAUTIQUE DE SAINT-CLÉMENT ET CARACTÉRISTIQUES DU CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC ENVISAGÉ**

Suite à la fusion de la communauté d'agglomération de Vichy avec la CCMB et à la dissolution du SMAT de la Montagne Bourbonnaise avec reprise des compétences de ce dernier par Vichy Communauté, la base nautique Le Mayet/Saint-Clément relève désormais du périmètre d'action de Vichy Communauté.

Cette base nautique fait actuellement l'objet d'une gestion en délégation de service public (DSP).

La convention en cours arrive à expiration le 31 décembre prochain donc très prochainement (convention d'une durée de dix ans et cinq mois sur la période 01/08/2008-31/12/2018).

Il convient donc de déterminer le mode de gestion du site à l'issue de la convention actuelle, la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) devant émettre un avis sur le sujet.



**PRÉAMBULE :**

Le SMAT avait, dans son champ d'intervention, la gestion du site du plan d'eau de Saint-Clément/Le Mayet.

En l'absence d'initiative privée et ne souhaitant pas gérer le site en direct, il avait été mis en place une délégation de service public.

Le délégataire est le même depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 et ce, à l'issue de procédures de publicité et de conventions successives. Il s'agit de la SARL Aventure Extrême représentée par M. Thierry BAUD.

Dans le cadre de son aménagement du territoire, le SMAT a réalisé divers équipements sur le site avec, entre autres, la création en 2005 d'un parcours acrobatique en hauteur (PAH) avec des extensions et des évolutions au fil des ans. Le parcours acrobatique (plus communément nommé accro-branche ou parc aventure) est bien entendu intégré à la DSP qui porte également sur la gestion d'un snack-buvette et d'activités nautiques.

En 2012, avec accord préalable du SMAT, une subdélégation a été instaurée pour la partie snack/buvette/activités nautiques, M. Thierry BAUD voulant s'axer sur l'accro-branche.

D'autre part, il faut préciser que, fin 2014, ce dernier a manifesté au SMAT son souhait d'acquérir le parc aventure, souhait qu'il n'a fait que réitérer par la suite.

**CONSTAT/SITUATION ACTUELLE :**

La situation a donc changé par rapport à celle de 2008, sur plusieurs plans : le site relève désormais d'une compétence de Vichy Communauté, qui bénéficie de contrats pour favoriser le développement touristique de la Montagne bourbonnaise. La communauté d'agglomération souhaite faciliter l'implication des opérateurs privés et faciliter leur développement. L'accro-branche étant une activité en développement, et en présence d'un opérateur privé qui souhaite s'investir dans la poursuite du développement de ce site, il semble opportun de sortir l'accro-branche de la DSP et de confier, par l'intermédiaire d'un bail, le terrain d'emprise du parc aventure et ce, dans des conditions à définir (réflexion pour l'élaboration d'une convention d'occupation du domaine public).

**PROPOSITION :**

Compte-tenu de la décision à prendre face à l'échéance du 31/12 prochain, il est proposé de continuer l'exploitation de la base nautique avec le même mode de gestion, à savoir une délégation de service public à laquelle serait néanmoins soustrait l'accro-branche.

Si l'accro-branche est donc, quant à lui, sorti de la DSP ainsi qu'un local de stockage du matériel afférent, il apparaît par contre opportun d'intégrer de nouvelles missions à la future délégation, soit plus précisément :

- l'entretien quotidien des sanitaires ouverts au public/toilettes automatiques,
- la gestion des bennes contenant les déchets des usagers du site.

Paramètres à prendre en compte :

Il ne faut pas oublier que l'ouverture et l'activité du site restent tout de même limitées sur l'année (mai à septembre).

Par ailleurs, la communauté d'agglomération n'a pas forcément vocation à gérer le site directement (sous forme de régie de recettes par exemple pour le snack, la buvette et les activités nautiques).

A noter que la solution d'une gestion en DSP permettrait d'éviter d'embaucher quelqu'un à temps complet sur l'année (la gestion des sanitaires et des déchets pouvant vite devenir une charge fort contraignante si ces tâches n'étaient pas incorporées à la DSP et devaient monopoliser un agent, coût/temps/déplacements ...).

### **EN RÉSUMÉ :**

**Il est proposé :**

- de continuer l'exploitation de la base nautique sur le même mode de gestion, à savoir une délégation de service public (DSP) qui porterait sur la gestion des équipements suivants :
  - buvette/snack,
  - activités nautiques,
  - gestion quotidienne et nettoyage des sanitaires/toilettes automatiques,
  - entretien du site,
  - gestion des bennes contenant les déchets des usagers du site,
- de sortir de la DSP un local de stockage,
- de retirer de la délégation le service public de l'accro-branche,
- de conclure la prochaine DSP pour une durée de trois ans,
- de fixer la redevance comme suit :
  - une part fixe : redevance mensuelle de 150 € HT/mois payable semestriellement à terme échu les 1<sup>er</sup> juillet et 31 décembre,
  - une part variable indexée sur le chiffre d'affaires et ce, à hauteur de 1% du chiffre d'affaires HT sur l'ensemble des recettes,
- de demander au délégataire un dépôt de garantie à l'entrée dans les lieux de 300 €.

## Accusé de réception d'un acte en préfecture

DELIBERATION N° 21 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 14 JUIN 2018

Objet de l'acte : - BASE NAUTIQUE DE SAINT-CLEMENT - LANCEMENT D'UNE NOUVELLE  
PROCEDURE DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

.....  
Date de décision: 14/06/2018

Date de réception de l'accusé 02/07/2018

de réception :

.....  
Numéro de l'acte : 14jui2018\_21

Identifiant unique de l'acte : 003-200071363-20180614-14jui2018\_21-DE

.....  
Nature de l'acte : Délibération

Matières de l'acte : 9 .1

Autres domaines de competences

Autres domaines de competences des communes

Date de la version de la 19/04/2017

classification :

.....  
Nom du fichier : 21.pdf ( 99\_DE-003-200071363-20180614-14JUI2018\_21-DE-  
1-1\_1.pdf )